



---

Conseil de sécurité de l'ONU

## Open Debate Conflits et sécurité alimentaire

New York, le 3 août 2023  
Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président, Monsieur le secrétaire d'Etat,

Permettez-moi d'abord de féliciter le Royaume-Uni pour sa présidence du Conseil en juillet et je vous souhaite à vous, Monsieur le Président, ainsi qu'à votre équipe, plein succès pour la tenue des travaux de ce mois. Vous pouvez compter sur le soutien de la Suisse. Je vous remercie aussi pour l'organisation de ce débat, qui tombe à point nommé, ainsi que les intervenantes et l'intervenant pour leurs contributions. Nous saluons également la présence des représentants de haut niveau.

La guerre engendre la faim et la faim engendre la guerre. La crise alimentaire mondiale est sans précédent et déstabilise des pays et des régions, comme l'a démontré aussi le débat ouvert sur la protection des civils en mai dernier sous présidence Suisse. Le phénomène continue de s'aggraver en Somalie, au Soudan, notamment au Darfour, au Soudan du Sud, au Sahel, en Afghanistan, au Yémen, en Syrie et ailleurs dans le monde. Ainsi nous regrettons la décision de la Russie de cesser la mise en œuvre de l'Initiative de la mer Noire et condamnons les récentes attaques visant les ports ukrainiens qui risquent de détériorer la situation mondiale d'avantage.

En adoptant la résolution 2417, ce Conseil s'est dit conscient de la nécessité de mettre fin au cercle vicieux du conflit armé et de l'insécurité alimentaire. Il s'est engagé à y prêter toute l'attention voulue afin de mieux prévenir la famine. Le rôle du Conseil dans la prévention des crises est également au cœur du *Nouvel Agenda pour la Paix*. La Suisse appelle à la pleine mise-en-œuvre des mécanismes de prévention prévus dans la résolution 2417, et se félicite de la récente réunion sur la sécurité alimentaire en République démocratique du Congo, au Burkina Faso et en Haïti.

Afin de mieux prévenir les crises alimentaires, y compris la famine, mon pays appelle à renforcer les trois domaines suivants :

Premièrement, le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme par toutes les parties est impératif afin de minimiser l'impact des conflits armés sur la situation alimentaire. L'accès des civils aux biens et services essentiels doit être préservé. Les objets indispensables à la survie de civils, à l'instar des denrées alimentaires, des installations d'eau et

autres infrastructures nécessaires à la production et à l'approvisionnement alimentaires, ne peuvent faire l'objet d'attaques et doivent être protégés, comme l'exige le droit international humanitaire. Nous appelons les parties concernées à garantir l'acheminement rapide, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin. Nous déplorons que des acteurs humanitaires, tels que le CICR, ne soient pas toujours en mesure de mener à bien leurs opérations, comme en ce moment à travers le Corridor de Latchine dans le Caucase du sud. Nous rappelons également l'importance de la mise en œuvre de la résolution 2664 de ce Conseil, qui facilite les opérations humanitaires dans certains contextes les plus difficiles.

Deuxièmement, dans de nombreux contextes fragiles, ce sont souvent les femmes et les filles qui mangent en dernier et celles qui mangent le moins. C'est encore plus vrai dans les situations de conflit où ces dernières cherchent des solutions. Comme l'a souligné la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, nous ne devons pas sous-estimer le fait que l'insécurité alimentaire augmente le risque d'exposition à la violence sexuelle. C'est pourquoi nous devons veiller à intégrer une perspective de genre dans les mesures visant à améliorer la sécurité alimentaire.

Troisièmement, l'impunité, notamment pour ceux qui affament délibérément des civils comme méthode de guerre, doit être résolument combattue. Trop souvent, les populations civiles sont délibérément privées de leurs moyens de subsistance, ce qui provoque d'immenses souffrances et déstabilise encore davantage les zones de conflit. En 2019, le Statut de la Cour Pénale Internationale a été modifié à l'initiative de la Suisse afin que ce crime puisse également être poursuivi dans les situations de conflits internes. Nous appelons tous les États parties à ratifier cet amendement.

Monsieur le Président,

« La paix se bâtit mal l'estomac vide », l'agronome américain et lauréat du prix Nobel Norman Borlaug nous le rappelle. Il est d'autant plus important de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire. Les conflits armés et la violence en sont le moteur principal, et la pression croissante exercée par les crises économiques et le changement climatique ajoutent aux difficultés. Les solutions politiques aux conflits doivent faire partie de notre approche globale visant à éliminer la faim, à garantir à tous l'accès à une nourriture suffisante et adéquate et à promouvoir des systèmes alimentaires résilients, inclusifs et durables.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. President, Mr. Secretary of State,

Allow me first to congratulate the United Kingdom on its Presidency of the Council in July, and I wish you, Mr. President, and your team every success in this month's work. You can count on Switzerland's support. I would also like to thank you for organizing this timely debate, and the speakers for their contributions. We also welcome the presence of high-level representatives.

War breeds hunger and hunger breeds war. The global food crisis is without precedent and is destabilizing countries and regions, as was also demonstrated by the debate on the protection of civilians last May under the Swiss presidency. The phenomenon continues to worsen in Somalia, Sudan (especially Darfur), South Sudan, the Sahel, Afghanistan, Yemen, Syria and elsewhere in the world. We therefore regret Russia's decision to cease the implementation of the Black Sea Initiative, and condemn the recent attacks on Ukrainian ports, which risk further deteriorating the global situation.

In adopting resolution 2417, the Council recognized the need to put an end to the vicious circle of armed conflict and food insecurity. It pledged to pay full attention to this issue in order to better prevent famine. The Council's role in crisis prevention is also at the heart of the New Agenda for Peace. Switzerland calls for the full implementation of the prevention mechanisms provided for in Resolution 2417, and welcomes the recent meeting on food security in the Democratic Republic of Congo, Burkina Faso and Haiti.

In order to better prevent food crises, including famine, my country calls for the following three areas to be strengthened:

First, respect for international humanitarian law and human rights by all parties is imperative to minimize the impact of armed conflict on the food situation. Access by civilians to essential goods and services must be preserved. Objects essential to civilian survival, such as foodstuffs, water installations and other infrastructure needed for food production and supply, must not be attacked and must be protected, as required by international humanitarian law. We call on the parties concerned to guarantee the rapid, safe and unimpeded delivery of humanitarian aid to those in need. We deplore the fact that humanitarian actors such as the ICRC are not always able to carry out their operations, as is currently the case across the Lachin corridor in the South Caucasus. We also recall the importance of implementing Council Resolution 2664, which facilitates humanitarian operations in some of the most difficult contexts.

Second, in many fragile contexts, it is often women and girls who eat last and eat least. This is even truer in situations of conflict, where women and girls also seek solutions. As pointed out by the Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict, we must not underestimate the fact that food insecurity increases the risk of exposure to sexual violence. This is why we need to ensure that a gender perspective is integrated into measures to improve food security.

Third, impunity, particularly for those who deliberately starve civilians as a method of warfare, must be resolutely combated. All too often, the civilian population is deliberately deprived of its means of subsistence, causing immense suffering and further destabilizing conflict zones. In 2019, the Statute of the International Criminal Court was amended on Switzerland's initiative so that this crime can also be prosecuted in situations of internal conflict. We call on all States Parties to ratify this amendment.

Mr. President,

"You can't build peace on empty stomachs", as the American agronomist and Nobel Prize winner Norman Borlaug reminds us. This makes it all the more important to tackle the root causes of food insecurity. Armed conflict and violence are the main drivers, and the growing pressure exerted by economic crises and climate change add to the difficulties. Political solutions to conflict must be part of our global approach to eliminating hunger, ensuring access to

sufficient and adequate food for all, and promoting resilient, inclusive and sustainable food systems.

I thank you.